

Chambéry: 297 Rue de la Françon - 73420 VOGLANS Starterre.fr PROFITEZ AUSSI DE REMISES JUSQU'À 8000 € sur nos vans et fourgons aménagés en stock Environ 6 % des femmes adultes et 10 à 12 % des hommes souffrent d'apnée du sommeil. Soit entre 2,5 et 6,4 millions de personnes. Une maladie qui se soigne en portant un masque à pression positive continue. Photo Adobe Stock Pages 40-41

1

IMPRIM'VERT

en Isère vainqueur

Lenny Martinez Cyclisme | Paris-Nice P. 30

élèves d'Arlod

sont sans école



Photo Le DL/Jacques Bos

Valserhône P. 4 Après le feu, les

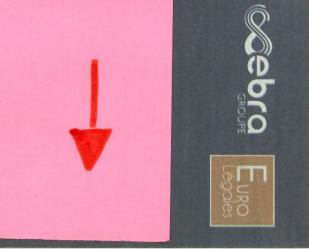
Le nombre de Français appareillés continue de progresser VOTRE SPÉCIALISTE DU KIT SOLAIRE Guerre en Ukraine P. 43 Poutine pose ses conditions pour une trêve

Gebra Grand

affine son empreinte carbone

Comment la filière du lait

Haute-Savoie P. 2-3



aux enchères Vos ventes publiques



ledauphine.marchespublics-eurolegales.com

LDLlegales74@ebra.fr

LE DAUPHINE

AVIS

Plan local d'urbanisme

COMMUNE DE PERS-JUSSY

Prescription de la procédure de modification n°2 du PLU

Par arrêté n°2025 018-URB en date du 11/03/2025, Madame le Maire de Pers-Jussy a engagé la procédure de Modification n°2 du PLU. Cette modification a pour objectifs de :

- Clarifier et rectifier le réglement écrit en supprimant d'éventuelles ambiguités et en précisant certaines dispositions, intégrer des règles pour l'amélioration du cadre de vie des habitants, adapter les pièces réglementaires aux contraintes topographiques et aux qualités des sols de la commune.

- Modifier le règlement graphique pour une meilleure cohérence urbaine, permettre la rénovation de bâtiments, intégrer le Périmètre de Prise en Considération de Projet dans le zonage.

- Faire évoluer les Orientations d'Aménagement et de Programmation pour une meilleure prise en compte des caractéristiques du territoire.

Cet arrêté est affiché et consultable en Mairie, Isabelle Roquet.

sultable en Mairie. Le Maire, Isabelle Roguet.

445910900

VIES DES SOCIÉTÉS

Convocations

452122000



COMMUNE

Modification simplifiée N°2 du PLU Evaluation environnementale

Crédit Mutue

Savoie-Mont Blanc

CAISSE DE CRÉDIT MUTUEL DE CRANVES-SALES LES VOIRONS

Par délibération en date du 20/02/2025, le conseil municipal a pris la décision, au regard de l'avis de l'Autorité Environnementale, de ne pas soumettre la procédure de modification simplifiée n° 2 du PLU à évaluation environnementale.

Enquêtes publiques

Siège social : 1075 route des Tattes de Borly 74380 CRANVES SALES RCS : 513499905



COMMUNES DE BONNE ET FILLINGES

PRÉFET DE LA H.

Avis d'ouverture d'enquête publique Projet de restauration de la Menoge, entre le pont de Fillinges et le pont de Bonne Enquête conjointe préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire

mairies: - de Fillinges, le lundi 10 mars 2025, de 9 H 00 à 12 H 00, - de Bonne, le mardi 18 mars 2025, de 10 H 00 à 13 H 00, - de Fillinges, le mercredi 26 mars 2025, de 14 H 00 à 17 H 00, afin de recevoir leurs observations.

Le préfet de la Haute-Savoie informe le public qu'il a prescrit sur le territoire des communes de Bonne et Fillinges la tenue d'une enquête conjointe, préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire sur le projet de restauration de la Menoge, entre le pont de Fillinges et le pont de Bonne.

Cette enquête se déroulera du lundi 10 mars au mercredi 26 mars 2025 inclus.

M. Jean-Philippe BOIS a été désigné par M. le président du tribunal administrait de Grenoble pour accomplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Il se tiendra à la disposition des personnes intéressées, en mairies:

Les sociétaires sont informés que l'assemblée générale de la Caisse de Crédit Mutuel ci-dessus est convoquée par le Conseil d'Administration.
L'Assemblée se tiendra la mararadi no acciding de la Calaberta d dministration.

dministration.

ssemblée se tiendra le mercredi 02 avril 2025 à 19h15 à sesenblée se tiendra le mercredi 02 avril 2025 à 19h15 à fresse sulvant e: Maison des Sociétés, 49 rue du Clos des sanges, 74380 CRANVES SALES.

se l'ordre du jour sulvant :
Bienvenue, ouverture de l'assemblée, constitution du bureau.
Compte rendu d'activité.

Présentation du bilan et du compte de résultat.

Présentation du Conseil de Surveillance et certification des parter.

avec l'ordre du jour suivant :

1- Bienvenue, ouverture de l'assemblée, constitution du bureau.

2- Compte rendu d'activité.

3- Présentation du bilan et du compte de résultat.

4- Rapport du Conseil de Surveillance et certification des comptes.

5- Approbation du bilan et du compte de résultat - quitus et décharge au Conseil d'Administration.

6- Affectation du résultat.

7- Approbation de la variation au sein du Conseil de Surveillance et B- Ratification des cooptations.

9- Réponses à vos questions.

10- Pouvoirs pour les formalités.

11- Ciôture de l'assemblée générale.

Les votes pourront se faire entre le 18/03/2025 et le 01/04/2025 sur votre espace de banque à distance ou dans votre Caisse aux jours et horaires habituels d'ouverture ou lors de l'assemblée générale. Les documents statutaires pourront être consuités sur place ainsi que sur votre espace de banque à distance.

Le Président du Conseil d'Admini

451246600

Marchés publics

Agir en proximité pour les acheteurs publics et privés

otre contact ovia TRUCHOT 06 07 01 96 35

©ebra

ledauphine.marchespublics-eurolegales.com

Pour le préfet, ire général, David-Anthony DELAVOET

ses conclusions.
Une copie de son rapport sera consultable en mairies de Bonne et Fillinges ainsi que sur le site internet des services de l'Etat en Haute-Savoie.
La communication de ce rapport pourra être faite à toute personne en présentant la demande à M. le préfet de la Haute-Savoie (DRCL).
En application de l'article R, 311-2 du code de l'expropriation, il est précisé «que les personnes intéressées autres que le propriétaire, l'usufruitier, les fermiers, les locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage, et ceux qui peuvent réclamer des servitudes, sont tenues de se faire connaître à l'expropriant dans un délai de un mois (à compter de la date de la dernière des formalités de publicité collective), à défaut de quoi elles seront, en vertu des dispositions de l'article L. 311-3, déchues de tous droits à indemnitée».